

Service Protection de l'Environnement
477 Boulevard de la Dollée
BP 90286
50006 SAINT LÔ Cedex

SAINT LÔ, le 12/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



UNICUIR (SA)

39 rue de l'abreuvoir
50500 CARENTAN-LES-MARAIS

Références : DDPP50 2022 05088
Code AIOT : 0055000261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection de récolement réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement UNICUIR (SA) implanté 39 rue de l'abreuvoir 50500 CARENTAN-LES-MARAIS, suite aux aménagements réalisés sur le site principal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNICUIR (SA)
- 39 rue de l'abreuvoir 50500 CARENTAN-LES-MARAIS
- Code AIOT : 0055000261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle des prescriptions de l'arrêté modificatif du 4 septembre 2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Eaux usées industrielles – normes de rejet	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 10.3	/	Sans objet
14	Autres déchets - sel souillé	Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 16-3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité aux dossiers de demande	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 5	/	Sans objet
2	Documents tenus à la disposition de l'inspection	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 6	/	Sans objet
3	Eaux pluviales – site principal	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 9.1	/	Sans objet
4	Eaux pluviales – normes de rejet	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 9.3	/	Sans objet
5	Eaux pluviales – entretien	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 9.4	/	Sans objet
6	Eaux usées industrielles – site principal	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 10.1	/	Sans objet
8	Eaux usées industrielles – entretien	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 10.4	/	Sans objet
9	Traçabilité des déchets et sous-produits d'origine animale	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Récupération des eaux d'incendie (site principal)	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 12	/	Sans objet
11	Installations électriques	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 13	/	Sans objet
12	Lutte contre les nuisibles	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 14	/	Sans objet
13	Etude de bruit	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les aménagements ont été réalisés conformément au dossier déposé et aux prescriptions reprises dans l'arrêté modificatif du 4 septembre 2020. Une non conformité majeure a été relevée concernant le suivi des rejets en chlorure dans les effluents. L'évacuation des sels usagers en filière agréée reste à confirmer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux dossiers de demande

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Champ d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté préfectoral, de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°08-905-IC du 20 août 2008 et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Champ d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de demande d'autorisation initial et les dossiers modificatifs ; - les plans tenus à jour ; (...)
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Eaux pluviales – site principal

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Partie nord du site : Les eaux pluviales sont dirigées vers un bassin de régulation de 670 m ³ , étanché par la mise en place d'une membrane d'étanchéité de type EPDM. En aval du bassin, un poste de relevage, équipé d'une pompe de 20 m ³ /h, permet de réguler le débit en sortie de bassin. Les eaux pluviales passent ensuite par un séparateur à hydrocarbures. Un point de prélèvement est accessible avant le rejet au milieu naturel. Partie sud du site : Les eaux pluviales sont collectées séparément et dirigées vers le réseau de collecte des eaux pluviales géré par la commune de Carentan-les-Marais.
Constats : Les eaux pluviales de la partie sud du site rejoignent également le bassin de régulation via le poste de refoulement. Il n'y a donc au final qu'un seul point de rejet des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux pluviales – normes de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : <ul style="list-style-type: none">- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;- demande chimique en oxygène (DCO) : 300 mg/l ;- demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) : 100 mg/l ;- matières en suspension (MES) : 100 mg/l. De plus, les effluents ne devront pas provoquer ni coloration visible du milieu récepteur, ni risque de destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes dans le milieu récepteur, à l'aval des points de déversement des collecteurs. Les rejets doivent notamment être exempts de produits encrassant tels que boues, sables, gravats, cendres, mortiers, cellulose, colles, goudrons, huiles de vidange et graisses. L'exploitant fera procéder à ses frais à des prélèvements par un laboratoire agréé en vue de vérifier le respect des paramètres ci-dessus, une fois par an pour chacun des 3 points de rejet. Le résultat de ces mesures est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise, en réduisant ou arrêtant si nécessaire les activités concernées.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux pluviales – entretien

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le séparateur à hydrocarbures situé en sortie de bassin de régulation du site principal est curé au minimum une fois par an. Les boues de curage sont éliminées par une entreprise agréée. Les fiches de suivi du nettoyage des débourbeur-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Tous les équipements (vannes, équipements électromécaniques,...) sont régulièrement entretenus et vérifiés afin de garantir leur fonctionnement en toute occasion.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eaux usées industrielles – site principal

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux usées du site sont séparées en deux exutoires R1 et R2. Réseau n°1 : réseau de collecte des eaux usées provenant des bâtiments de stockage situés au sud du site rejoignant le réseau collectif communal via l'entrée principale du site après passage par un débourbeur. Réseau n°2 : réseau de collecte des eaux usées provenant du bâtiment de salage des peaux et des deux aires de lavage. Le rejet est relié au réseau collectif communal au nord du hangar de stockage de sel et palettes. Chaque aire de lavage est équipée d'un débourbeur-déshuileur. Des contre-pentes seront aménagées sur le pourtour des aires de lavage extérieures pour éviter la collecte des eaux pluviales de ruissellement en provenance des aires de circulation imperméabilisées, avec les eaux de lavage. Les eaux usées du bâtiment de salage des peaux sont prétraitées par le débourbeur-déshuileur équipant l'aire de lavage la plus au nord du site. Un regard de prélèvements et un système d'obturation sont prévus à chaque exutoire.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eaux usées industrielles – normes de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents admis dans le réseau en sortie de prétraitement, pour l'ensemble des exploitations, devront respecter les normes suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5.- la température maximale de l'effluent est de 30°C. L'effluent ne contient pas d'éléments toxiques, d'hydrocarbures et de dérivés halogénés, de composés cycliques, de tout élément qui contribuerait à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs ou de colorations anormales. L'effluent contient moins de 150 mg/l de graisses. Le débit journalier maximum global est de 10 m3/j. Les flux totaux rejetés par les effluents de l'ensemble des sites respectent les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">- matières en suspension (MES) : 15 kg/j ;- demande chimique en oxygène (DCO) : 45 kg/j ;- demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) : 15 kg/j ;- chlorures : 4 kg/j. L'exploitant fera procéder à des prélèvements, simultanément sur chacun des 3 points de rejet, par un laboratoire agréé en vue de vérifier le respect des paramètres ci-dessus (pH, T°C, graisses, débit journalier, MES, DCO, DBO5 et chlorures), selon un rythme minimal semestriel et les transmettra par courrier à l'inspection des installations classées. Le suivi est réalisé à partir d'échantillons prélevés sur une durée de 24 heures, proportionnellement au débit et conservés en enceinte réfrigérée. Le résultat de ces mesures est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise, en réduisant ou arrêtant si nécessaire les activités concernées.
Constats : Les prélèvements sur 24 heures ne sont possibles que sur un point de rejet. Les deux autres points de rejet ne peuvent être prélevés sur 24 heures faute de débit suffisant (attestation du LABEO 50 fournie). Le paramètre graisses n'est pas analysé. Les résultats des analyses réalisées le 23/06/2022, 23/12/2021, 01/04/2021 ont mis en évidence des rejets en flux de chlorures extrêmement importants et largement supérieurs aux flux autorisés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Eaux usées industrielles – entretien

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque équipement de prétraitement (bacs à graisse, débourbeurs-déshuileurs) est curé au minimum une fois par an. Les déchets de prétraitement sont éliminés par une entreprise agréée. Les fiches de suivi du nettoyage, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Traçabilité des déchets et sous-produits d'origine animale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 11
Thème(s) : Situation administrative, Déchets et sous-produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure du respect des exigences réglementaires applicables aux sous-produits animaux en matière de tri, catégorisation, traçabilité, étiquetage, stockage, transport et traitement ou valorisation. L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ainsi que tous les documents attestant de leur prise en charge et de leur élimination (contrats, factures) par des sociétés spécialisées. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.
Constats : Conforme pour les sous-produits animaux
Observations : Aucune attestation de prise en charge du sel souillé par une entreprise agréée n'a pu être présentée. Le sel fait l'objet d'une réutilisation. Une fois rendu inutilisable, il est stocké dans la cour de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Récupération des eaux d'incendie (site principal)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Hygiène et sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de sinistre, les eaux d'extinction de la partie nord du site principal seront recueillies gravitairement par le bassin de régulation/confinement. Le confinement des eaux est assuré par l'arrêt de la pompe de relevage située en aval du bassin. Afin d'empêcher toute pollution du milieu naturel, la canalisation de collecte des eaux pluviales n'allant pas gravitairement vers le bassin de rétention est équipée d'obturateurs pneumatiques qui se déclenchent en cas d'incendie et d'un poste de relevage équipé d'une pompe de 90 m3/h. Cette pompe permet d'envoyer les eaux pluviales souillées vers le bassin de rétention. La pompe de relevage, branchée en amont du point électrique, pourra fonctionner en cas de coupure d'électricité. Tous les équipements (vannes, équipements électromécaniques,...) sont régulièrement entretenus et vérifiés afin de garantir leur fonctionnement en toute occasion. Le personnel sera instruit sur les modalités de fermeture des rétentions en cas d'incendie. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 13
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions diverses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Lutte contre les nuisibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 14
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions diverses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des mesures seront prises pour éviter la pullulation des insectes et des rongeurs.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Etude de bruit

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2020, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions diverses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de bruits sera réalisée dans le délai de 6 mois suivant l'opérationnalité des nouveaux locaux et de leurs équipements afin de vérifier les niveaux sonores dans les zones à émergence réglementée.
Constats : Conforme : l'étude de bruit a été réalisée les 3 et 4 mars 2021 et les résultats ont été transmis en préfecture le 17 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Autres déchets - sel souillé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 16-3
Thème(s) : Autre, Déchets et sous-produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sel souillé : le sel fait l'objet de plusieurs récupérations et réutilisations successives. Une fois saturé de graisse, n'étant plus utilisable pour l'activité de l'entreprise, il est évacué à destination d'une entreprise qualifiée pour traiter et recycler le produit.
Constats : Les sacs de sels souillés sont stockés dans la cour de l'entreprise. Aucune entreprise agréée n'était définie le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

